

PRENUMERATA

w Paryżu i na prowincji:

KWARTALNIE..... 8 fr.

PÓEROCZNIE..... 16 fr.

ROCZNIE..... 30 fr.

Zagranicą :

ROCZNIE..... 32 fr.

TELEFON :

TRUDAINE 61.42

POLONIA

REVUE HEBDOMADAIRE POLONAISE

PARAISANT CHAQUE SAMEDI

ABONNEMENTS

Paris et Départements :

TROIS MOIS..... 8 fr.

SIX MOIS..... 16 fr.

UN AN..... 30 fr.

Etranger :

UN AN..... 32 fr.

TÉLÉPHONE :

TRUDAINE 61.42

REDAKCJA I ADMINISTRACJA — 3^{bis}, rue La Bruyère, 3^{bis} — RÉDACTION ET ADMINISTRATION

LE

“BONAPARTE ROUGE”

Si les Soviets acceptent avec empressement de commencer les pourparlers de paix le 17 avril, c'est que la grande offensive bolcheviste dont les effets foudroyants étaient escomptés d'avance à Berlin, a lamentablement échoué.

On voit que les Polonais ont eu raison de se méfier des propositions de paix bolchevistes. Tout en multipliant leurs tapageuses déclarations pacifistes, les Soviets ont monté, en sourdine, une attaque générale sur un front de 600 kilomètres le long de la rivière Slucz (en Volhynie).

Les préparatifs de l'armée rouge datent de six mois. Dix-huit divisions fraîches ont été amenées, à pied, sur le front volhynien ; elles étaient abondamment munies de matériel de guerre que les bolcheviks venaient d'enlever aux armées Koltchak et Denikine. Aux environs de Zwiahel (Novogrod-en-Volhynie), les bolcheviks ont mis en action plusieurs tanks britanniques dont le War Office avait fait cadeau à Denikine. La grande bataille débuta en Polésie (grand marais du Pripet) où les Polonais prirent les devants en attaquant les troupes rouges massées devant Mozyr et Kolonkowieze. Deux divisions polonaises, sous le commandement du général Sikorski, enlevèrent ces deux villes à la pointe de leurs baïonnettes et refoulèrent l'ennemi en déroute jusqu'au delà du Dnieper. Un butin formidable, évalué à trois milliards de marks, tomba entre les mains des vainqueurs.

Le commandant en chef de l'armée bolcheviste, général Kamienieff, auquel on s'était un peu pressé de donner le surnom de « Bonaparte Rouge », riposta par une attaque générale en Volhynie, entre Zwiahel et Ploskirow. Les principales routes ferrées de Volhynie étant entre les mains des Polonais, les troupes des Soviets ne disposaient, pour leur déplacement, que d'un mince réseau de routes carrossables passant par Jitomir et Berdytcheff.

L'objectif principal de l'offensive était la ligne ferrée Baranowicze-Rovno dont le nœud central est à Sarny. On se rappelle que c'est sur cette ligne que le général Brussiloff, en 1916 et 1917, a tenu tête, pendant deux ans, à l'avance austro-allemande.

La bataille de Volhynie débuta le 19 mars par une formidable préparation d'artillerie en face des lignes polonaises de la Slucz. Ensuite, les divisions bolchevistes lancèrent des vagues d'assaut réitérées sur tout le front depuis Clewsk jusqu'à Konstantynov. La première et la plus violente poussée leur a valu la conquête de la ville de Seredy que les Polonais ont d'ailleurs reprise par une contre-attaque audacieuse. Dès lors, tous les efforts bolchevistes se sont brisés devant la ténacité de l'armée du général Romer, le même qui présidait, à Paris, la mission militaire polonaise. Refoulées à Clewsk, battues à Derez-

nia, à Sereda, à Latyczow, les troupes bolchevistes ont subi des pertes sanglantes.

Le 21 mars, le « Bonaparte Rouge » vint diriger en personne l'assaut contre Zwiahel, point central du front volhynien. Trois divisions d'élite, précédées par des tanks et des autos blindées et appuyées par une nombreuse artillerie, prirent part à l'action. L'attaque rondement menée eut, d'abord, quelque succès ; vers 3 heures de l'après-midi, les troupes de choc bolchevistes prirent pied dans les faubourgs est de Zwiahel. Leur triomphe fut de courte durée. Vers le soir, les divisions du général Romer exécutèrent, une contre-attaque avec un tel brio que l'ennemi se retira, désarmé, sur ses positions de départ, en perdant plusieurs tanks et un grand nombre de prisonniers. En même temps s'effondrèrent les attaques ennemies contre Ostropol-Konstantynow-Latyczow. Pendant deux jours encore le « Bonaparte Rouge » s'obstina à vouloir percer le front polonais ; le 25 mars l'offensive bolcheviste commença à faiblir. L'armée des Soviets s'avoua vaincue.

Les troupes polonaises qui à cette occasion prouvèrent encore une fois leurs éclatantes qualités, étaient commandées par le général Szoptycyki ; le front de Polésie était tenu par le général Sikorski, celui de Volhynie par Romer, et celui de Podolie par Iwaszkiewicz. Le jeune soldat polonais s'est couvert de nouveau d'une gloire immortelle. Dès lors, les Soviets paraissent renoncer à l'espoir de réduire la Pologne par la force armée et ils en sont réduits à compter surtout sur l'habileté de leurs diplomates et l'astuce de leurs agitateurs.

L. BRUNE.

EN ALLEMAGNE

L'Allemagne était avant la guerre la seule puissance où l'étude de l'Europe Orientale était sérieusement organisée et poursuivie. Au cours de la guerre on a même fondé, à Breslau, un Institut Oriental entièrement consacré à des recherches méthodiques concernant les langues, l'ethnologie, le commerce, l'industrie, les ressources, etc., les pays de l'Est européen. A l'heure actuelle, l'intérêt qu'éveillent ces pays dans les milieux politiques et commerciaux allemands a encore augmenté. De plus en plus on se rend compte à Berlin que la route de l'Occident ayant été définitivement fermée à l'expansion germanique, celle-ci n'a devant elle que ce vaste et hétéroclite Est européen dans lequel les diplomates allemands vont rivaliser de zèle et d'astuce avec les commis-voyageurs et les colons bien stylés.

Le professeur Karl Goetz, de Bohn, qui fait autorité dans la matière, déclare dans la « Gazette de Voss » que l'Allemagne trouvera dans l'Est européen le principal levier de sa renaissance. Ce savant reconnaît que le nouvel Etat polonais en venant s'intercaler entre l'Allemagne et la Russie rend difficile le contact de ces deux

puissances. Il conseille donc de favoriser dans les écoles allemandes l'étude des pays baïaniques par lesquels l'influence germanique finira par se répandre dans l'Orient tout entier. Le prof. Goetz préconise non seulement les études linguistiques très étendues, mais surtout l'utilisation méthodique des renseignements d'ordre économique et politique établis pendant l'occupation militaire dans la plupart des pays en question. Cet enseignement doit être poursuivi avec toute l'énergie possible. « Nous avons besoin, écrit M. Goetz, de chercheurs, de novateurs et non de ruminants. »

L'attention que l'Allemagne prête à l'étude de l'Est européen contraste singulièrement avec l'indifférence habituelle des pays de l'Occident envers cette partie de notre continent qui renferme les plus précieux gages de l'avenir.

Après la crise danoise

C'est un fait historique universellement reconnu que, dans le courant du XIX^e siècle, l'Allemagne et la Russie se sont disputé l'hégémonie de la mer Baltique. La Russie se débattant dans le chaos bolchevique a donné au Reich l'espoir de cette suprématie maritime en s'assurant dans ce but la vassalité des petits Etats baltes et en paralysant les efforts de la Pologne pour son développement économique. Mais les intrigues germaniques viennent d'être contrariées par l'Angleterre qui est accusée par l'Allemagne de profiter du résultat défavorable au Danemark du plébiscite dans la deuxième zone du Sleswig pour émettre l'idée de la création, entre le Danemark et le Reich, d'un Etat-tampon vassal qui favoriserait la domination anglaise sur la mer Baltique.

La Vossische Zeitung du 1^{er} avril se fait le porte-paroles de la protestation allemande en publiant, sous le titre : *England Finger* (le doigt de l'Angleterre), un curieux article, dont il faut retenir ce passage :

«... Tout de suite, après le vote dans la deuxième zone de plébiscite, a surgi cette idée de créer autour de Flensburg un Etat-tampon neutre. Puisqu'il faut admettre que le roi de Danemark poursuit une politique purement nationale, on a vraiment le sentiment qu'un tel Etat remplacera l'annexion et fortifiera dans le Sleswig l'influence danoise. Il est à peine besoin de proclamer formellement que cette manière de voir est contraire à la vérité. Un Etat libre entre les deux pays prive le Danemark d'une frontière commune avec l'Allemagne et ne peut contribuer qu'à l'aggravation des rapports commerciaux entre les deux pays. La constitution d'un pareil Etat, résultant de l'agitation danoise, donnerait l'impression de l'existence d'une nouvelle Alsace-Lorraine et la politique

germano-danoise serait à jamais intoxiquée. On pourrait peut-être encore douter de la véritable signification de la constitution d'un tel Etat, si l'on ignorait les leçons de l'expérience concernant la politique des Etats limitrophes de la Russie et la séparation de Dantzig et de l'Empire allemand. Dans une partie des petits Etats baltes, l'influence britannique se fait déjà sentir d'une façon excessive. Il y a à Dantzig un résident anglais et il ne faut vraiment aucune perspicacité pour ne pas prévoir que la seconde zone du Sleswig, constituée en Etat particulier, sera un Etat vassal de l'Angleterre et que c'est la mainmise complète de l'Angleterre sur la mer Baltique. Le Danemark cesserait d'avoir une influence quelconque et de pouvoir faire encore une politique nationale. L'agitation en faveur d'un Etat-tampon au Sleswig est un attentat britannique d'une gravité pareille à celle de la destruction totale par les Anglais de la flotte danoise devant Copenhague, en septembre 1807. La constitution de cet Etat achèverait le complet isolement de l'Allemagne et ce sera un nouveau pas vers la balkanisation de l'Europe. Tous les moyens sont bons aux Anglais pour atteindre ce but. La vie économique scandinave peut s'écrouler sous les révolutions et sous la grève générale, si l'impérialisme britannique prend toujours plus d'ampleur et si le nombre de ministres-résidents augmente. Les derniers événements danois montrent malheureusement que tout l'art de l'optique n'est pas capable de guérir la myopie des hommes d'Etat européens. »

UNE OPINION RUSSE

Le Journal Varchavskoïe Slovo, organe de la colonie de réfugiés russes à Varsovie, publie dans son numéro du 1^{er} avril un article sous ce titre : « Une opinion russe sur les frontières historiques de la Pologne où il constate qu'il n'y a que les gens « ayant tout à fait perdu la tête » qui ne veulent pas, actuellement, admettre cette frontière. Après avoir rappelé la boutade de Nicolas II disant que s'il avait vraiment le pouvoir de disposer de « son » Empire, il accepterait cette frontière, le Varchavskoïe Slovo souligne que, actuellement, la frontière de 1772 c'est la frontière entre la République de Pologne et le territoire où s'exerce la tyrannie des Soviets. La solution définitive des diverses questions territoriales et nationales ne viendra que plus tard. Pour le moment, la sympathie de tous ceux qui ne sont pas bolcheviks est, sans restriction aucune, du côté de la Pologne. Le journal russe conclut que tous, quelle que soit leur conviction politique ou nationale, à moins d'être bolcheviks, doivent absolument approuver la Pologne d'avoir posé la reconnaissance de la frontière de 1772, comme une condition sine qua non des négociations de paix.

LE GÉNÉRAL VON SEECKT

Le général von Seeckt, commandant en chef de la nouvelle armée allemande, successeur de von Luttwitz et suprême espoir du parti militaire prussien, provient de la même lignée que Ludendorff, Hindenburg, Mackensen, etc. Il est né en Pologne annexée et a été élevé à Posen dans l'esprit d'un nationalisme conquérant et hautain. Son père commandait, en Posnanie, le V^e corps d'armée.

Au cours de la guerre, le colonel von Seeckt, attaché à l'Etat-Major du groupe d'armées de Mackensen, a été le véritable inspirateur de toutes les opérations de ce groupe en Serbie, en Roumanie et en Italie. En 1915 ce fut von Seeckt qui conçut et exécuta la fameuse offensive de Gorlice. En somme, von Seeckt joua auprès du maréchal Mackensen le même rôle que Ludendorff joua aux côtés de Hindenburg. Très prudent, il se tenait toujours à l'écart des controverses politiques bien que ses opinions pangermanistes et réactionnaires fussent notoires.

Les milieux militaires allemands ont depuis longtemps mis leurs espoirs en von Seeckt, futur chef de l'Etat-Major général. Les milieux démocratiques et radicaux ne se dissimulaient nullement que l'avènement de von Seeckt équivalait à l'installation au pouvoir d'une dictature militaire occulte, dont les conséquences ne se feraient pas attendre.

Remarquons, entre parenthèses, que les provinces polonaises de la Prusse étaient devenues, en raison même d'une lutte incessante entre le germanisme et le polonisme, le foyer du militarisme forcené qui a fini par infester l'Allemagne et l'Europe tout entière.

Hindenburg, lui, est né à Posen, rue Podgorna, que les Allemands ont ensuite baptisée, en son honneur, Hindenburgstrasse. Ludendorff vit le jour à Kruszwania, en Posnanie. Mackensen fit toute sa carrière à Dantzig, dans la 2^e brigade des hussards de la Mort. Il devint, plus tard, commandant du 17^e corps cantonné en Poméranie polonaise. Enfin, le général von Luttwitz, commandait en Silésie le 6^e corps d'armée et se fit remarquer, en 1919, par sa cruelle répression de l'insurrection polonaise. Quant à M. von Kapp, il présidait, aux côtés de Witting, aux destinées de cette Prusse Orientale qui n'a jamais cessé d'être le repaire du militarisme forcené et le fief de la réaction allemande.

LA PAIX

Les pourparlers de paix entre la Pologne et les Soviets ne semblent pas aboutir au résultat voulu. Le gouvernement de Varsovie, en réponse aux propositions bolcheviks, a envoyé à Moscou ses conditions. Fidèle à sa tactique habituelle, le commissariat bolchevik des affaires étrangères s'efforce de brouiller les cartes. Dans une suite de radiotélégrammes, il lance contre la Pologne des insinuations destinées à la discréditer aux yeux de l'Europe. Il y est de nouveau question de l'impérialisme polonais et de l'action des Grandes Puissances qui voudraient se servir de l'armée polonaise pour renverser les Soviets ou tout au moins démembrer la Russie. Ce qui déplaît le plus à M. Tchitcherine c'est le refus du gouvernement polonais de conclure un armistice sur tout le front. Il ne veut pas non plus envoyer de délégués à Borysow. Le jeu des bolcheviks est clair. Il leur importait avant tout, en obtenant la suspension des hostilités, de sauver les restes de l'armée rouge dont la situation est très précaire après le sanglant échec de l'offensive qu'elle avait entreprise en Podolie et en Polésie. Puis, c'était le désir d'ouvrir les négociations à Reval, afin de pouvoir traiter séparément avec chacun des petits Etats limitrophes et de se trouver en contact permanent avec Litvinoff, le représentant des Soviets à Londres, d'où ils espéraient recevoir de précieuses indications. Constatant l'échec de leur plan, les Bolcheviks ont recouru aux menaces. Ils brandissent devant la Pologne le spectre d'une Russie revenue de ses luttes intestines et ralliée dans une guerre nationale pour la défense de son territoire et de son unité. Ils rejettent sur la Pologne la responsabilité de l'effusion de sang qu'entraînera la continuation des hostilités. Ces menaces n'effraient pas le gouvernement polonais. Il voit clair dans le jeu des bolcheviks et maintient fermement ses conditions. Il est soutenu dans cette décision par le pays tout entier. Les journaux de Varsovie et, entre autres, le « Kuryer Warszawski », le plus grand des journaux polonais, publient à l'occasion des fêtes de Pâques une série d'articles où ils soulignent l'unanimité de l'opinion publique qui approuve, sans distinction de partis, l'attitude prise par le gouvernement à l'égard des Soviets.

A DANTZIG

La presse polonaise attire l'attention des puissances de l'Entente sur les menées pangermanistes à Dantzig, où une véritable armée, munie de tout un attirail de guerre moderne, vient d'être organisée sous les auspices de l'Etat-Major du 27^e corps prussien avec, à sa tête, le colonel Staff et le major Wagner.

Les chefs du mouvement ont adressé à sir Reginald Tower, haut commissaire de la Ligue des Nations, une note réclamant l'annexion à l'Etat libre de la presqu'île de Héla et de la ville de Tczew (Dirschau). Cette réclamation est d'ordre purement stratégique, car Héla commande le golfe de Dantzig et la ville polonaise de Tczew est un nœud de voies ferrées entre le Reich et la Prusse Orientale.

En même temps, les meneurs militaristes ont suscité à Dantzig un mouvement soi-disant « communiste » qui vient, fort à propos, appuyer l'action des éléments réactionnaires.

Entre la Prusse et la Russie la Démocratie Polonaise monte la garde

La Nouvelle Pologne a devant elle une grande tâche : celle d'achever l'évolution démocratique de la nation, l'évolution que les trois partages (1772-1795) avaient brutalement interrompue. On ne sait pas assez — surtout en France — que la patrie de Jagellon et de Sobieski constitue un des plus anciens et des plus brillants foyers de Progrès et de Liberté.

Le peuple polonais, dès le xv^e siècle, développe avec une rapidité étonnante ses libertés civiles et politiques. Les droits qui portent aujourd'hui le nom de « constitutionnels » — inviolabilité de l'individu, respect de la propriété privée et du foyer domestique, liberté d'association, liberté de conscience — étaient déjà reconnus en Pologne au quinzième et au seizième siècles et ils durèrent jusqu'à la fin de la République.

Le privilège de Czerwinski (1422) conféra l'inviolabilité des biens ; le *Habeas Corpus* polonais (la loi *Neminem captivabimus nisi jure victum*) fut rédigé en 1430, bien avant celui de l'Angleterre ; le privilège de 1588 consacra l'inviolabilité du foyer...

Parallèlement aux droits individuels se développaient les droits strictement politiques. Le point de départ de ces derniers est le statut de Casimir Jagellon (1451), lequel s'engagea à ne jamais déclarer la guerre sans l'assentiment de la noblesse réunie en Diètes provinciales. Dès lors, on vit se manifester de plus en plus le principe que le peuple doit être consulté sur les engagements qu'on veut lui faire contracter. Ce principe fut la pierre angulaire de l'organisation de l'ancien Etat polonais, tant décrié...

* * *

Dans la seconde moitié du xv^e siècle, la Diète générale devint un facteur stable et important de la vie publique. Elle élaborait et promulguait les lois, fixait les impôts, surveillait la politique étrangère, ratifiait les traités et les alliances. C'est la Diète qui décidait de la guerre et de la paix. Peu de parlements européens ont joui de compétences aussi extraordinaires...

C'est le 3 mai 1791, date mémorable, que la Diète de Varsovie a voté une nouvelle Constitution étendant la jouissance des droits civiques à toutes les classes du peuple. Catherine II et Frédéric le Grand se sont alors concertés pour étouffer ce « foyer du jacobinisme » qu'était la république polonaise et pour commettre l'odieux crime des partages.

Dès le début du xix^e siècle, tous les efforts des Empires de proie convergeaient vers le but d'empêcher la renaissance du peuple polonais ; de rendre odieux à ce peuple son propre passé et l'idéal de la Liberté lui-même. L'âme polonaise a victorieusement résisté à ces raffinements de meurtre. Elle a gardé intacte sa grande tradition libérale et son penchant pour le progrès et la liberté. A l'heure actuelle, l'Etat polonais se dresse, entre la réaction prussienne toujours menaçante et l'anarchie moscovite, comme un rempart de la démocratie et de la paix. C'est en vain que l'occulte intrigue germano-bolcheviste, dont les ramifications s'étendent jusque dans les capitales de l'Entente, s'efforce de dénigrer et de compromettre la Pologne aux yeux de la démocratie occidentale. Le peuple polonais répugne également au militarisme prussien et à la tyrannie bolcheviste. Il veut un régime qui donne à tous et à chacun des chances égales pour gravir l'échelle sociale. Il le veut et il saura défendre sa liberté.

L. B.

BULLETIN

— Espoirs déçus.

La pangermaniste « Schlesische Zeitung » et d'autres journaux allemands du même genre répétaient inlassablement des bruits sur de prétendus troubles bolchevistes en Pologne. Quand il fut bien prouvé que ces troubles n'ont jamais eu lieu que dans l'imagination des journalistes allemands — ceux-ci se sont remis à parler d'une très dangereuse agitation bolcheviste en Pologne. A en croire la « Schlesische Zeitung » l'existence de l'Etat polonais ne tiendrait qu'à un fil, tout y serait miné par la propagande bolcheviste et des instructions de Lenine saisies sur des agitateurs arrêtés, auraient fixé l'établissement d'une république des Soviets en Pologne pour le mois de mars au plus tard. Nous sommes en avril, et non seulement les Soviets ne gouvernent pas en Pologne mais les Soviets de Moscou, contraints de reconnaître la défaite de leurs armées rouges, ne parlent plus de marcher sur Varsovie. Dans les télégrammes des journaux allemands, la garde rouge entrerait à Vlna juste au moment où elle était battue à plate couture en Pologne... On y peut voir deux choses : les Allemands désirent sincèrement que la Pologne soit bouleversée, et puis ils veulent persuader l'Entente de l'imminence d'un immense danger bolcheviste.

— Les états baltiques et la paix séparée.

Le *Times* reçoit de son correspondant d'Abo la nouvelle que le gouvernement finlandais a reçu de Tchitcherine l'invitation d'envoyer à Petrograd des délégués pour régler les différends existant entre les deux pays. Le gouvernement d'Helsingfors, fidèle à l'accord conclu avec le gouvernement polonais, a refusé de traiter séparément avec les Soviets. Il faut voir dans cette décision la conséquence des résolutions prises à la conférence de Varsovie qui vient actuellement d'être ajournée.

Par contre, la Lettonie, avec laquelle le gouvernement polonais a toujours entretenu des rapports empreints de la plus grande cordialité s'est laissé entraîner dans l'orbite d'une politique contraire aux décisions prises à la conférence de Varsovie. D'après les dernières nouvelles, elle envoie à Moscou des délégués qui doivent régler la question des réparations des dommages de guerre et du rapatriement des ressortissants lettons. Quant à la Lithuanie, elle a toujours manifesté, tout aussi bien que la Tchéco-Slovaquie, le désir de conclure une paix séparée avec les Soviets. La fameuse Taryba de Kowno, qui puise à Berlin ses inspirations, a de tout temps manifesté ouvertement son hostilité à l'égard de la Pologne et l'on ne pouvait en aucun cas s'attendre de sa part à une action commune avec le gouvernement de Varsovie. Il est toutefois à noter que ni la Lithuanie, ni la Tchéco-Slovaquie n'ont de frontières communes avec la Russie et que l'état de guerre a depuis longtemps cessé d'exister de fait entre les Soviets et la Lithuanie.

— Le bolchevisme en Lithuanie.

Le « Kurjer Lwowski » apprend de Kowno que la Taryba germanophile s'était faussement vantée d'avoir mis fin à l'agitation bolcheviste sur le territoire du petit Etat lithuanien. Au contraire, on peut croire que tout n'y fait que commencer. Des troubles, des massacres, des pillages se répètent de plus en plus fréquemment et les troupes lithuanienues y prennent part. Ces désordres ne peuvent que devenir très menaçants pour l'existence de l'Etat lithuanien, dont la principale protectrice, la Grande-Bretagne, espérait et voulait autre chose qu'un foyer d'agitation révolutionnaire empêchant tout travail productif régulier. C'est la population polonaise qui souffre le plus ; de très nombreux Polonais, fuyant la Lithuanie, arrivent chaque jour à Wilno et à Minsk.

Les troupes fidèles à M. Smetona ont, momentanément, tant bien que mal calmé les révoltes. Mais, toute l'armée est si profondément imprégnée des conceptions bolchevistes venant de Russie, qu'un nouveau mouvement insurrectionnel peut commencer d'un jour à l'autre. De nombreux agitateurs mènent une propagande bolcheviste extrêmement active. Afin d'être prêt le cas échéant, le général Szeptycki, commandant les armées polonaises du front de l'Est, a groupé des forces importantes sur la frontière lithuanienne.

— Violences allemandes en Prusse Orientale.

Le *Dziennik Gdanski* apprend de la Prusse Orientale que la situation est extrêmement tendue dans tout le territoire plébiscitaire ; la milice allemande, appelée *Sicherheitswehr*, commet des violences innombrables, disperse les réunions polonaises, empêche la vente des journaux polonais. La liberté de la parole n'existe

pas pour les Polonais. A la tête de cette propagande sont les fonctionnaires allemands qui mettent à son service toute l'influence dont ils disposent. La langue polonaise est toujours proscrite dans les écoles. Dans ces conditions, les Allemands préparent le plébiscite sans aucun contrepois et si on ne supprime pas la *Sicherheitswehr* surtout — on ne peut même pas parler de la « volonté de la population librement exprimée ».

— L'aide allemande aux Bolcheviks.

Les journaux de Varsovie communiquent qu'un aéroplane allemand de grandes dimensions vient d'atterrir à Smolensk. Il était chargé de médicaments, d'instruments de chirurgie et d'objets de pansement destinés à l'armée rouge.

ÉCHOS

— Concerts d'artistes polonais.

Le pianiste et compositeur polonais, M. Alexandre Tansman, a donné mercredi dernier à la Salle des Agriculteurs un concert des mieux réussis où il fit entendre pour la première fois une Sonate pour violon et piano et ses Paysages Polonais, qui obtinrent un très grand succès.

L'illustre violoniste, M. Bronislaw Huberman, jouera le samedi 17 avril à 9 heures du soir à la Salle Gaveau, 45, rue La Boétie.

La ruine de l'Industrie houillère dans la Russie Méridionale.

L'extraction de la houille dans la Russie méridionale était naguère de beaucoup la plus importante de toute la Russie. En 1913-14-15 le bassin du Don à lui seul faisait de 70 à 80 0/0 de toute la houille de l'Empire. En 1914 notamment, malgré la perte des mines de Dombrowa (occupées par les Allemands), la production houillère de la Russie ne diminue que de 1 0/0 grâce à l'activité redoublée des mines du Don.

Cependant l'année suivante l'intensification de la production de ces houillères devient impossible à cause des mauvais transports et de la diminution du nombre des ouvriers mineurs.

C'est pourquoi en 1916 le gouvernement impérial porte le nombre de ces ouvriers à 240.000 et, tant par les primes qu'il leur accorde que par les mesures de rigueur, il obtient la production *maxima* de la houille, à savoir 1.737 millions de pouds. Le rendement mensuel des houillères du Don est à ce moment de 150 millions de pouds.

La révolution fait tomber ce rendement à 117 millions de pouds au mois d'octobre et à 78 millions seulement au mois de décembre 1917. En 1918 le bassin du Don devient le terrain des luttes contre les bolcheviks et les cosaques. Pendant l'occupation bolchevique l'extraction de la houille tombe à 20-35 millions de pouds par mois. Au mois d'avril 1918 les Allemands s'installent dans ce pays ; mais malgré l'activité fébrile qu'ils déploient, malgré une énorme mise de fonds, malgré toutes les mesures qu'ils appliquent, l'extraction mensuelle de la houille ne remonte qu'à 45-50 millions de pouds.

En 1919 suivant la fortune des batailles le pays du Don passe des bolcheviks aux cosaques, après avoir été en 1918 occupé par les troupes ukrainiennes. La production de la houille en 1919 ne monte pas au-dessus de 100 millions de pouds, c'est-à-dire qu'elle a diminué 15 à 17 fois depuis 1914-15 !

Il est intéressant d'étudier en détail les causes de ce cataclysme économique. Ainsi par exemple en 1917 l'armée rouge et le régime bolchevique attirent les ouvriers qui quittent leur travail. Sur 242.000 ouvriers de 1916 il n'y avait en 1918 que 163.000 hommes ; depuis, ce chiffre a encore diminué et de beaucoup.

En même temps que leur nombre, diminue aussi la force productive des ouvriers. Le travail est mal fait, l'ouvrier étant démoralisé ou affamé. Ainsi on compte en 1919 seulement 215 pouds par ouvrier contre 636 pouds en 1916. D'autre part, le travail dans les mines occupait 26 mille chevaux avant la révolution. Il ne reste sur ce chiffre que treize cents chevaux dans les mines en 1919.

Les moyens de transports sont en pleine désorganisation dans toute la Russie méridionale. Les locomotives anciennes ne sont plus réparables ; les wagons sont souvent utilisés comme bois de chauffage. Le chauffage manque d'ailleurs partout ainsi que la graisse pour les métaux.

C'est la grande industrie qui a souffert le plus de cet état de choses. Sa réorganisation ne sera pas possible avant plusieurs années et au prix d'un effort financier immense. Le rendement du bassin houiller du Don

pendant ces années à venir peut être considérée comme nul aussi bien en raison de la désorganisation presque totale de la masse ouvrière, décimée d'ailleurs par les guerres et la famine, qu'à cause de l'anéantissement des transports et de tout l'outillage auxiliaire de l'industrie houillère (machines, planches, bois de support, etc.).

Il est facile de tirer toutes les conséquences économiques de cette catastrophe houillère, étant donné que la houille du Don alimentait 80 0/0 de l'industrie et des voies de communication de toute la Russie.

REVUE DE LA PRESSE

La nouvelle et très intéressante publication « *Les Jours Nouveaux* » vient d'édition son douzième cahier, dans lequel M. Ladislas Mickiewicz traite avec érudition la question de l'impossibilité du bolchevisme en Pologne :

« En s'écroulant, le tsarisme a enseveli sous ses décombres la multitude d'ouvrages qui, durant qu'il sévissait, propageait dans le monde les faussetés historiques, destinées à égarer l'opinion publique en Europe. Il y a de ces sophismes, aujourd'hui périmés, que ses fidèles essaient encore de remettre en circulation, mais plus d'un d'entre eux, après avoir menti si long-temps, éprouve, par-ci par-là, le même plaisir à dire la vérité qu'un prisonnier, longtemps enchaîné, et subitement délivré, ressent à étendre librement les bras. Feu Isvolsky a laissé des fragments de Mémoires qu'on publie et où on lit cette note : « Il est à remarquer que la famille impériale russe actuelle ne descend des Romanoff que par les femmes : la descendance de Pierre le Grand s'étant éteinte avec l'impératrice Elisabeth, le trône de Russie échut à un duc de Holstein-Gottorp, dont la mère était fille du grand réformateur et qui, sous le nom de Pierre III, devint l'auteur de la lignée impériale russe. S'il est vrai, d'autre part, que la naissance de Paul I^{er}, successeur de Pierre III, fut irrégulière, et que son véritable père était un gentilhomme de la Cour, du nom de Soltikoff, les membres de cette lignée n'auraient donc pas une goutte de sang des Romanoff dans les veines. Les Mémoires de la grande Catherine, épouse de Pierre III et mère de Paul I^{er}, dont l'authenticité n'est plus mise en doute, semblent confirmer cette version. »

« Qui eût jamais dit qu'Isvolsky éprouverait, un jour, le besoin d'instruire la France de ce détail ? Alexandre II eut l'imprudence de prêter pour vingt-quatre heures les Mémoires de Catherine II à une dame, à laquelle il n'avait rien à refuser. Celle-là les prêta à un officier qui jouissait auprès d'elle de la même faveur qu'Alexandre II et qui, s'étant empressé de les copier, les communiqua à Herzen. Herzen les a publiés. L'authenticité des Mémoires était niée, tant que ses descendants régnaient. Leur authenticité reçoit, aujourd'hui, une consécration quasi officielle. »

Chronique financière

Les changes continuent leur danse désopilante, en attirant vers eux l'attention générale de tous les professionnels et même du simple public que les événements obligent décidément à surveiller la Bourse. De nouveaux et sensationnels records ont été atteints. Le dollars effleure le cours de 18, la livre anglaise — 68, le franc suisse — 3.15 ; le reste à l'avenant.

La journée de mercredi a été un peu moins mauvaise, nous n'osons dire meilleure, pour notre franc : la livre a rétrogradé à 67, le dollar à 16 ; le *mark* allemand — petite satisfaction d'amour-propre — a baissé de 35 à 25.

Les valeurs dites « à change » ont suivi les fluctuations des devises.

Les actions pétrolières ont monté dans des proportions impressionnantes. La *Royal Dutch* a dépassé le cours de 60.000, le dixième vaut 6.100 ; et ce n'est pas fini. Le *Shell* beaucoup plus calme — son tour viendra — approche de 700. Parmi les valeurs roumaines, la *Colombia* fait un bond jusqu'à 4.000 et reste demandée à ce cours-là.

Les autres compartiments de la cote ne présentent rien de sensationnel ; les valeurs polonaises marquent le pas, en attendant le résultat des pourparlers avec la Russie.

PAUL LANDOWSKI.

MEMENTO

Wiosna nadeszła...

Wyglądana, spodziewana, upragniona przyszła nareszcie wiosna, znów przyszła wiosna...

Z nową otuchą, promieniami słońca wyłoczoną, chwytną za pęk gazet polskich, za ostatnich telegramów polskich zwój i czytamy i szukamy, szukamy naprzód...

Szukamy wiadomości nie o zebraniach, swarach, naradach, gadaniu chorobliwej, dehydratach, wnioskach, planach, projektach, lecz szukamy śladów najbliższego czynu, znaków niezawodnych odrodzenia, daremnie...

Wczoraj, kiedy od przenikliwego zimna i wilgoci mroźliwej grabiały nam ręce, kiedy zmarzła opoka tknąć się nie pozwoliła, kiedy wszystko skazane było na przymusowy pólśen razem z całą drzemiącą przyrodą, wczoraj spodziewaliśmy się, marzyliśmy, że gdy jeno wiosna przejmie pierwszym swym wiewem niwy nasze ojczyście, hej, siaki taki wówczas plunie w garście, chwyci za pług, za łopatę, za młot i machała nią będzie niczem szablicą na bolszewickim froncie, bo na froncie naszego zmartwychwstania, naszego własnego rządzenia się na polskim zagonie!...

Cisza śmiertelna.

Myślicie, że nareszcie zabrano się do budowania domów, do dźwigania chałup drewnianych bodaj? Myślicie, że drogi nowe się moszczą, wały sypią nadrzeczne, że brony grude zapluzną zamieniając w pulchnięc rodzajną?...

Wertujecie czasopisma, uczycie się na pamięć telegramów... Wojna, polityka i zamęt!...

Co w Polsce? jak nasza Polska? o co zabiega? do czego się gotuje?...

I owszem, gotuje się do nowych świąt, do nowych obchodów uroczystych...

Na najbliższe dni zapowiada prasa powitanie marszałka Focha Doskonale. Trzeba, należy się to od nas, wszystkich polaków, dzielnemu, prawemu marszałkowi Francji.

Dalej, dalej zbliża się pierwszy maj! Święto! Wielkie święto robotnicze. Cały proletarijat, krom tego najuboższego, prawi o święcie pracy. Słusznie, aby to był znów dzień lenistwa.

Tuż za pierwszym maja, idzie trzeci... Jakże nie obchodzić? Święto narodowe, wiekopomne. A może i Konstytucja na dzień ten się urodzi, po długich

aprzewlekłych bolach całego sejmowego koliska...

Więc trzeciego maja będzie święto nad świętami...

A po trzecim maja wypadnie ósmy maja... dzień świętego Stanisława... Zarząbał biskupa Szczepanowskiego król Bolesław Śmiały. Święty Stanisław był umęczony i został patronem Polski. Należy mu się obchód solenny i narodowe święto dla całego ludu...

Po dniu Świętego Stanisława, przypadnie serja strejków z rolnemi włącznie, kilkanaście pochodów i wnet przygotowanie do świąt narodowych: amerykańskiego, francuskiego, włoskiego, przepłatanych ważniejszymi zdarzeniami, wymagającymi równie pięknej oprawy.

Więc tu z powodu podpisania pokoju z bolszewikami, tam z racji przyłączenia skraweczka ziemi, który wynik sprawiedliwości anglo-saksońskiej racy nam ze stołu plebiscytowego rzucić na otarcie łez; owdzie znów Kościuszko i rocznica jakiejś brygady, kompanji czy plutonu, gdzieindziej akademja bombastyczna i adres, adres i nowa feta... A ciągle, i przy każdej okazji, całe pułki wystrojone, ułani w czapach przedpotopowych napoleońskich, cechy z chorągiewkami, korporacje, instytucje, młodzież szkolna, delegacje, proporce, estrady i mowy, mowy i mowy... Mowy z galerji Teatru Wielkiego i z balkonu Teatru, przepraszam, Ratusza, mowy pod posagiem Mickiewicza i pod Kopernikiem i znów mowy w teatrze na przedstawieniu i nieróbstwo, i w ostatku milczenie głuche, ponure, bolesne tłumów ludu polskiego...

Cała machina państwowa będzie znów ustawiała co kilka tygodni. Najpilniejsze sprawy będą miały terminy, względnie do tego, czy dany dostojnik będzie przemawiał « programowo » w Filharmonji czy tylko w sali Techników... Na uroczystości te pojdą znów miliony i miliony... Bo każdy starosta, każdy przedstawiciel będzie musiał zgotować przyjęcie, za pieniądze Rzeczypospolitej, aby podkomendny mu lud cieszył się i radował w danym dniu lojalnie.

Biedna, wyniszczona Ziemo Polska, ileżby dobra błogosławionego na Cię splynęło, gdyby nareszcie cały naród polski chciał uczcić imię Twoje trudem powszednim i zasłuchaniem w poszmer pracy!

WAC. GAS.

NOWINY POLITYCZNE

= **Ziemia Wileńska** (Nr. 13) zamieszcza korespondencję z Kowna, w której, między innymi, pow. edziano:

« Ostatnio rząd kowieński skupił swe wysiłki dla zorganizowania i zwołania sejmku, t. j. zgromadzenia przedstawicieli ludności dla wypowiedzenia swej woli o losach kraju. Má być to t. zw. konstytuanta.

I tutaj rząd litewski ośmieszył się zupełnie: oto ogłosił wybory nie tylko z miejscowości, będących obecnie w posiadaniu polskiem, ale jeszcze w dodatku i w tych, które są już przez kongres paryski przyznane Polsce.

Oczywiście jest to tylko wybryk, na który nie należy zwracać uwagi; jeżeli komu szaszkodzi, to tylko panom politykom kowieńskim i Tarybie. Jest to nowe lekceważenie woli zwycięskiej koalicji: Francji, Anglii, Ameryki i innych państw, a trzymaniem strony Niemiec i Niemców, z którymi litwini kowieńscy w żaden sposób nie chcą zerwać, czego niejednokrotnie dowiedli. »

= **Z Kwidzyna** donoszą do prasy polskiej: Teroryzowanie ludności polskiej trwa w dalszym ciągu. Jak zwykle, gwałtów dopuszczają się uzbrojone bandy niemieckie. Usiłowania miejscowej komisji plebiscytowej, pod przewodnictwem włosków, pozostają bez pożądanego wyniku ze względu na niedostateczny kontyngent wojska. To głównie stoi na przeszkodzie do wprowadzenia stosunków, opartych na sprawiedliwości i porządku. Ludność polska z niecierpliwością oczekuje pożądanego zmiany.

= **Pokój z bolszewikami.** Przedwstępne pertraktacje z rządem bolszewickim w sprawie zawarcia z nimi pokoju komplikują się. Rząd sowieński nie chce zgodzić się na Borysów i domaga się równoczesnego zawieszenia broni. Rząd polski trwa przy miejscu narad w Borysowie i słusznie zaznacza, że przeprowadzenie układu o zawieszeniu broni wymagać będzie niemal tyleż czasu, co zawarcie pokoju... Bolszewicy, którzy ślą, w tej mierze, telegramy iskrowe na cały świat naprzód usiłują ukryć intencję unieruchomienia sił bojowych polskich... i tem samem rozpoczęcia w Polsce zajadłej propagandy destrukcyjnej... Tymczasem, według

noty polskiej, układy w Borysowie mogły by się zacząć dopiero 17 kwietnia. Jako reprezentantów, ze strony polskiej, wymieniają pp. Szebekę, St. Grabskiego, Mieczkowskiego, posła Anusza, Raczkowskiego, Adama Tarnowskiego. no i jako przewodniczącego, ministra Patka. Wobec dwulicowości oczywistej rządu sowieckiego, nie tylko rezultat pertraktacji, lecz i sama istota pertraktacji stanowi jeszcze wielki znak zapytania.

= **Układ Polski z Ukrainą.** Niektóre dzienniki francuskie, za korespondentami angielskimi, powtórzyły wiadomość o zawarciu rzekomo układu między Polską a Ukrainą. Mocą tego układu Polska uznaje niepodległe państwo ukraińskie, określa granice jego, uzyskuje dwie teki ministerjalne dla polaków, jako przedstawicieli żywiołu polskiego na Ukrainie i. t. d. Wobec braku podotąd potwierdzenia oficjalnego tych wiadomości, należy wstrzymać się od wszelkich, w tym kierunku, uwag i komentarzy.

BARWY I GODŁA RZECZYPOSPOLITEJ

Aby położyć kres nadużywaniu barw i godeł Rzeczypospolitej przez nieświadomych odnośnych praw i przepisów Rodaków, podajemy główne punkty « Ustawy z dnia 1 sierpnia, roku 1919 roku, o Godłach i barwach Rzeczypospolitej, Polskiej:

Art. 1. — Dopóki nie zostaną ustalone granice Państwa Polskiego i dopóki konstytucja nie określi godeł, barw państwowych, jak i tytułów, urzędów i instytucji państwowych, urzędy Rzeczypospolitej używać winny godeł i barw załączonych wzorów:

1. Herbu Rzeczypospolitej.

Za herb Rzeczypospolitej Polskiej uznaje się znak orła białego z głową zwróconą w prawo (dla patującego w lewo), ze skrzydłami wzniesionymi do góry, ze złotymi szponami, koroną i dziobem w czerwonym polu prostokątnym.

Szczegółowy rysunek orła państwowego ustali Rada Ministrów, na wniosek Ministra Sztuki i Kultury.

2. Pieczęci Rzeczypospolitej Polskiej.

Za pieczęć Rzeczypospolitej Polskiej uznaje się pieczęć okrągłą z herbem Państwa na tle heraldycznym.

3. Barw narodowych.

Za Barwy Rzeczypospolitej Polskiej uznaje się kolory biały i czerwony, w podłużnych pasach, równoległych, z których górny — biały dolny zaś — czerwony.

4. Chorągwi Rzeczypospolitej.

Za godło Rzeczypospolitej Polskiej, przysługujące Naczelnikowi Państwa, uznaje się chorągiew barwy czerwonej, przytwierdzoną do drzewca z herbem Rzeczypospolitej pośrodku.

5. Flag dla dyplomatycznych przedstawicieli Państwa: konsulów, wicekonsulów oraz handlowej bandery morskiej.

Za flagę poselstw i konsulatów oraz banderę handlową morską, uznaje się chorągiew bez wycięcia o białych państwowym, przytwierdzoną do ruchomego sznura na drzewcu z herbem Rzeczypospolitej w pośrodku białego pasa. Stosunek długości do szerokości chorągwi stanowi 8 : 5.

6. Chorągwi i sztandarów wojskowych:

Za chorągiew w pułkową w piechocie uznaje się chorągiew białą, prawie całkowicie zajętą przez polski krzyż kawalerski barwy czerwonej, pośrodku którego, w otoku liści wawrzynowych, napis « Honor i Ojczyzna », Po rogach chorągwi, w wieńcach laurowych, umieszczony jest numer pułku. Chorągiew stanowi kwadrat, którego bok wynosi 1 metr.

Za chorągiew pułkową w jeździe uznaje się chorągiew tego samego wzoru, jednak bok kwadratu wynosi 65 cm.

Na jednej stronie sztandaru pułkowego dozwolone jest zastąpienie przepisanej godła przez emblematy szczególne i napisy, podlegające zatwierdzeniu Naczelnika Państwa, na wniosek Rady Ministrów.

7. Flagi wojennej lądowej i bandery morskiej wojennej oraz proporca i znaku polskiej marynarki wojennej.

Za flagę wojenną lądową oraz za banderę wojenną morską uznaje się chorągiew z wycięciem o barwach narodowych, przytwierdzoną do ruchomego sznurka na drzewcu, z herbem Rzeczypospolitej w pośrodku białego pasa. Stosunek długości do szerokości chorągwi stanowi 8 : 5. Prócz bandery wojennej, która stanowi wojskowy sztandar na okręcie, ustanawia się następujące chorągwie okrętowe marynarki wojennej.

a) proporzec, który wywieszają się na dziobie okrętu wojennego, o ile ten należy do pierwszych 3 klas okrętu tj. ma większą pojemność i artylerię. Proporzec przedstawia chorągiew prostokątną o barwach narodowych; na niej znajduje się polski krzyż kawalerski, w którego sercu umieszczona ręka z mieczem. Stosunek długości proporca do szerokości tegoż stanowi 6 : 5.

b) znak, który umieszcza się na szczyście wielkiego masztu okrętu wojennego, dla oznaczenia, że okręt jest w służbie czynnej pod dowództwem oficera polskiej marynarki wojennej. Znak przedstawia wstęgę o barwach narodowych z polskim krzyżem kawalerskim przy drzewcu. Stosunek długości znaku do szerokości tegoż stanowi 25 : 4

8. Flagi i godła poszczególnych Ministerjów, projektowane w zgodności z niniejszą ustawą, ustala Rada Ministrów na odnośne przedstawienie.

Art. 2. — Używanie przez instytucje państwowe i osoby prywatne, bez szczególnego zezwolenia Ministra Spraw Wewnętrznych, godła, chorągwi i bander, w postaci niniejszą ustawą przepisanej, oraz pieczęci z orłem a także jakiegokolwiek używanie godła i barw państwowych w sposób, uchybiający czci, należnej Rzeczypospolitej, jest wzbronione i podlega, w drodze sądowej, karze pieniężnej od 10 do 10 000 marek, albo karze aresztu od trzech dni do sześciu miesięcy albo też obu tym karom razem, o ile inne ustawy cięższych kar nie przewidują.

Przypominamy, że czas najwyższy odnowić prenumeratę kwartalną i jeszcze większy czas uregulować prenumeratę zalegającą...

Przypominamy również, że żadnego nieporozumienia być nie może, bo POLONIA nikomu, krom bibliotekom, czasopismom i francuskim mężom stanu, numerów bezpłatnie nie wysyła.

WARUNKI MIESZKANIOWE

Robotników polskich we Francji.

Ministerjum ochrony pracy komunikuje :

Od Attaché do spraw wychodźczych przy Generalnym Konsulacie w Paryżu, otrzymaliśmy następujące wyjaśnienie w sprawie warunków mieszkaniowych robotników polskich zakontraktowanych do odbudowy zniszczonych obszarów Francji, będących przedmiotem licznych skarg rodzin robotniczych, pozostałych w kraju.

Sprawa ta, zdaniem Attaché do spraw wychodźczych, przedstawia się w dwojaki sposób. Mianowicie w tej miejscowości, gdzie władze administracyjne francuskie otrzymały do dyspozycji dawne budynki wojskowe, jak np. w Toul, robotnicy polscy znajdują pomieszczenie, nietylko odpowiadające wymaganiom higieny, ale i wygodne. W okolicach zniszczonych, gdzie wojna nie pozostawiła nic prócz zdeformowanej ziemi, władze francuskie zamierzały lokować robotników polskich w t. zw. « tentes Bessenau », namiotach, które, w czasie wojnie, służyły na pomieszczenie szpitali i ambulsów wojskowych i jako takie zyskały zupełne uznanie francuskich lekarzy. Robotnicy polscy bezwarunkowo odmówili mieszkania w namiotach, mimo, że te, zaopatrzone w piec i podwójne ściany, daleko lepiej chroniłyby ich od zmian temperatury, aniżeli drewniane baraki, które, wobec tej ich niechęci do namiotów, administracja francuska zmuszoną była zbudować w jaknajwiększym pośpiechu. Baraki te pozostawiają wiele do ży-

czenia pod względem higieny i najprostszej wygodę, są źle oświetlone przez nieliczne okienka, a wieczorem pozostają w półmroku wobec niewystarczającego oświetlenia małymi naftowymi lampkami. Wskutek interwencji Attaché do spraw wychodźczych u kompetentnych władz centralnych, mają nastąpić, w najbliższej przyszłości, w tym kierunku gruntowne zmiany, zmierzające do poprawy pomieszczenia robotników polskich.

JEZYK "POLSKI" NA POMORZU

Za « Dziennikiem Gdańskim » podajemy tekst obwieszczenia wydanego na Pomorzu. Jest to jeden z dokumentów niesłychanego gwałtu, dokonywanego na naszym języku przez miejscowych urzędników.

Obwieszczenie.

I. Kupcy pow. świeckiego są obowiązani wszelkie towary w oknach i t. d. wystawione zaopatrzyć kartkami cen, na których przy towarach sprzedających sztukami cena za sztukę wyjaśniona, przy towarach podług liczby lub wagi, cena uwzględniona według miejscowej jedności.

II. Kupcom i t. pow. świeckiego zakazaniem jest w składach, lokalach i t. p. towary wszelkiego rodzaju sprzedawać osobom zewnątrz pow. świeckiego.

Kupcy i t. p. winni się zaopatrzyć pewnością należności powiatowej kupujących przedłożeniem chlebowych kart, wykazów powiatowych lub takich od scłtysów, czy też od wójtów.

Osoby wojskowe winni się legitymować miejscowym wykazem, wojskowym, lub takimże od należytej komendantury.

Przekroczenia tego rozkazu będą naśladowane karą, konfiskatą towarów a również i zamknięciem dotyczącego składu lub lokalu.

III. Niniejsze rozporządzenia wpadają z dniem obwieszczenia w siłę.

Świecie, dnia 15 marca 1920.

Kom. Starosta.

NAJMŁODSZA POLSKA

Byłe ziemie polskie zaboru pruskiego pozbyły się szeregu pomników, przedstawiających wszelkich niemieckich Frytów i Wilhelmów... To znaczy, że pozdejnowano z cokołów granitowych dygnitarzy germaństwa. Uczyniono dobrze. Ale zachodzi teraz kwestja, aby te cokoły zużytkować...

Radców było wielu aż znalazł się fejtletonista, p. Zefiryn Gwoździński, który na szpalcach « Kurjera Poznańskiego » powiada filuternie :

« Projekt zużycia cokołów po pomnikach niemieckich na pomniki polskie jest niezmiernie praktyczny i rozwiązuje w prosty sposób problem, nad którym próżno dotąd deliberowano. Uważam jednakże, iż możnaby się jeszcze praktyczniej urządzić i jaknajspieszniej oko, głodne pomników, nasycić.

« Przecież nie tylko cokoły nam pozostały! Są zapewne jeszcze gdzieś w lamusie magistrackim figury, które na owych cokołach stały. Moznaby poprostu poobtrącać głowy w pikelhaubach a w ich miejsce powkręcać odpowiednie głowy w rogatywkach. Gdzie jaką głowę umieścić, czy np. głowę Chrobrego wkrócić w miejsce głowy Bismarcka i t. d., mogliby radni miejscy rozstrzygnąć w tajnym głosowaniu. Że wtedy Chrobry paradowałby w mundurze Bismarcka lub Kościuszko w płaszczu Fryderyka, nie gra żadnej roli. Przecież Poniatowski, przeznaczony do Warszawy, a zrobiony przez niejakiego Thorwaldsena, siedzi w koszuli na koniu i świeci gołemi rękami. A cóż znaczy koszula wobec zawieszistego płaszcza z peleryną! Niktby o nas nie

powiedział, że pożałowaliśmy przyodziewku naszym chwałom narodowym.

« Pomysł mój, jak sądzę, nader praktyczny nie jest bynajmniej nowym; podobna transmutacja bowiem została już, z wielkiem powodzeniem, wypraktykowana w jednym z gmachów wojskowych w Poznaniu za naszych czasów z tą jedynie odmianą, że w tym wypadku operacji dokonano na obrazach. Dlatego też żadnych pretensji do pierwszeństwa wynalazku nie podnoszę, i odstępuję zaszczyt, komu należy. »

EMIGRACJA DO AMERYKI

Warszawska prasa żargonowa donosi :

Rząd amerykański nie pozwala obecnie na przyjazd do Ameryki obywatelom państw europejskich, którzy zaliczają się do kategorii emigrantów, zamierzających osiedlić się za oceanem. Wyjątek stanowią jednak osoby, które mają już w Ameryce kogoś z rodziny, np. ojca lub męża i gdy ten życzy sobie zabrać rodzinę do siebie.

W takim położeniu są przeważnie Żydzi z Polski, którzy jeszcze przed wojną wyjechali do Ameryki i nie zabrali rodzin z sobą. Dla ułatwienia obecnie rodzinom tym przejazdu do Ameryki utworzyło się za oceanem konsorcjum, celem wysłania do Polski pełnomocników, którzy zorganizują tu przejazd wspólny i ułatwią podróż do Ameryki.

Do konsorcjum tego zgłosiło się już 30.000 emigrantów, którzy chcą sprowadzić z Polski 32.500 rodzin, złożonych z 97.980 osób.

Konsorcjum zebrało dane statystyczne o warunkach egzystencji tych emigrantów. 12.000 z nich ma własne sklepy w Ameryce, 19.000 należy do różnych instytucji społecznych. 30.000 tych emigrantów posiada razem majątek, wynoszący z góry 73.000 dolarów, czyli ze przeciętno wypada na każdego po 2.462 dolarów. Pożyczki wojennej amerykańskiej zakupili za 10 i pół tysiąca dolarów.

Delegaci emigrantów, przed wyjazdem do Polski, zamówią we Francji, Holandji i Belgii specjalne okręty dla rodzin emigrantów.

W Warszawie utworzono biuro centralne dla całej Polski, które będzie miało filje na prowincji. Biura te zatrudnią będą kilkaset osób. Specjalne samochody i parostatki będą zabierały rodziny emigrantów z tych miejscowości, gdzie niema komunikacji kolejowej.

Wszelkie przygotowania odbywają się w porozumieniu z rządem amerykańskim, który już wysłał odpowiednie instrukcje swym konsulom.

PO SEJMIE

Zamknięcie trzeciej sesji Sejm korespondent Kurjera Poznańskiego zaopatrjuje następującymi uwagami :

Obrady sejmowe zakończone. Trzecia sesja Sejmu ustawodawczego zamknięta. Jest w tych słowach pewna nieścisłość, o tyle, iż Sejm obecny nie odbywa żadnych stałych sesji, gdyż jest konstytuanta, a pod terminem « sesja », w Sejmie obecnym, określa się okres czasu pomiędzy jednym a drugim zebraniem się z powodu ferji świątecznych i wakacyjnych.

Terazniejsze ferje wielkanocne będą krótkie, gdyż trwać będą niespełna trzy tygodnie. Zaraz po świętach zjadą się członkowie komisji, przedewszystkiem konstytucyjnej na dalsze narady przygotowawcze nad konstytucją. Prace te postąpiły istotnie dalej, mimo pesymizmu pewnych kół, należy żywić jednak przekonanie, iż idea marszałka Trąpczyńskiego, aby w rocznicę wielkopomnej Konstytucji Majowej w Sejmie Odrodzonej Polski rozpocząć debaty nad projektem nowej konstytucji, odniesie tryumf i że dzień 3 maja 1920 roku stanie się podwójnym świętem: nie tylko rocznicą wielkiego dnia ale także uroczystością konstytucji prac Sejmu Wielkiego.

Niektóre grupy gwałtownie prą, aby jaknajprędzej uchwalić konstytucję i przeprowadzić nowe wybory. Taktkę swoją dostosowują do nadziei, iż nowe wybory dadzą im właśnie więk-

szłość zdecydowaną. Nie uwzględniają wszelako okoliczności, że, w miarę postępu czasu, suwereni nasi nieustannie dojrzewają i są coraz mniej skłonni do eksperymentów w rodzaju reformy rolnej. Przed rokiem niewiadomo, czy dwuizbowość byłaby mogła reflektować na przyjęcie, dzisiaj zaś coraz bardziej należy się liczyć z bardziej umiarkowanym ułożeniem zasad konstytucyjnych. W czasie, od świąt Bożego Narodzenia, komisja konstytucyjna przyjęła rozdziały o głowie rządu i o rządzie samym. Pozostaje jeszcze, obok innych spraw, jak sądownictwo, administracja i t. d., jeszcze kwestja tak ważna jak ordynacja wyborcza.

NOTA RZĄDU POLSKIEGO

W odpowiedzi na notę Cziczierina, rząd polski wysłał do Moskwy notę następującą:

Warszawa, 1 kwietnia 1920 r.

Pan Cziczierin, komisarz ludowy do spraw granicznych, w Moskwie.

Rada komisarzów ludowych rosyjskiej Rzeczypospolitej sowieckiej zwróciła się do rządu polskiego z tem że:

« Rosyjski rząd sowieckich prosi, ażeby rząd polski oznaczył miejsce i termin rokowań, zaproponowanych mu w celu zawarcia traktatu pokojowego. »

Rząd polski, w radjotelegramie z d. 27-go marca, wskazał to miejsce i przy wyborze swym ob- staje.

Pozatem, po wyczerpującym rozpoznaniu całości sytuacji, rząd polski uznał, iż nie może przyjąć zaprojektowanego w radjotelegramie z d. 28 marca zawieszenia broni na całym froncie.

Co się zaś tyczy przyczółka mostowego Borysów, to — zgodnie z brzmieniem poprzedniego radjotelegramu z d. 27-go marca — akcja bojowa będzie na nim przerwana nie chwilowo, lecz na cały czas trwania rokowań pokojowych w Borysowie.

Zwłoka w udzieleniu odpowiedzi na pytanie, dotyczące liczby uczestników konferencji i personelu pomocniczego rosyjskiego, może uniemożliwić ukończenie na 10-ty kwietnia niezbędnych przygotowań technicznych w Borysowie.

(Podp.) *St. Patek*, minister spraw zagranicznych.

GRANICA POLSKO-NIEMIECKA

Polsko-niemiecka komisja graniczna, o której pracach donosiliśmy, ustaliła granicę Rzeczypospolitej polskiej z Niemcami na przestrzeni 175 kilometrów.

W miejscach, gdzie traktat przewidywał, jako granicę Rzeczypospolitej polskiej, dawne granice obwodów administracyjnych, jak np. granice powiatów lub prowincji, uwzględniono przy wytykaniu nowej granicy jedynie żądania właścicieli ziemskich, których grunta całe i skomasowane dotykają bezpośrednio granicy administracyjnej z jednej lub z drugiej strony. Tam, gdzie traktat przewidywał nowe granice, ustalono je na mocy rokowań między państwami interesowanymi, t. j. Polską i Niemcami a państwami niezainteresowanymi, t. j. Francją, Anglią, Włochami i Japonją.

Wytknięte już granice są następujące:

W okolicy Pily, granica idzie wzdłuż rzeki Głdy, aż do miejsca, gdzie ta rzeka, tworząc wyspę, dotyka prawie linii kolejowej Poznań — Pila, następnie, pod prostym kątem, przecina tę linję i w tym kierunku dochodzi do drogi królewskiej, prowadzącej z Kuddowtal do Kaczor (Erpel); stąd idzie na przestrzeni 125 metrów wzdłuż tej drogi, następnie zbacza na północno-wschód i prowadzi dalej 6 klm. 800 m. granicą lasów miejskich Pily i leśnictw Grabowa (Gra-

bau) i Zelgniewa (Selgenau); dalej prowadzi dukiem leśnym na południe od leśniczówki Brody aż do skraju lasu, później skręca na północ i prowadzi aż do południowego krańca jeziora Wakunckiego, przechodzi jego północnym brzegiem aż do miejsca, gdzie się spotyka z dawną granicą W. Ks. Poznańskiego i idzie dalej wzdłuż niej, aż do miejsca, gdzie rzeka Lobżonka tej granicy już nie stanowi.

W odcinku południowym, granica, dotąd ustalona, idzie od punktu granicznego powiatów górskiego, milickiego i rawickiego dawną granicą Poznańskiego.

Na tej przestrzeni kilka małych własności ziemskich, tak polskich, jak niemieckich, a leżących poza granicami obu państw, przyłączono do nich. Od punktu, w którym granica poznańska dochodzi do drogi Wildbahn — Bogdaj, granica prowadzi przez pola do jeziora Carlteich, pozostawiając przy Polsce wsie Bogdaj, Modzanów i Zabnik, następnie, zachodnim skrajem lasu konradowskiego, idzie granicą gminy Konradów, aż do toru kolejowego odolanowsko-oleśnickiego.

W ten sposób część, powiatu sycowskiego, jak wsie Konradów, Dobrzec, Chisn i t. d., przyłączono do Polski.

Przesyłając zapytanie do POLONII, należy dołączyć markę na odpowiedź.

PORACHUNKI

Porachunki polityczne nie ustają. Ostatnia kronika sądowa warszawska przynosi znów jedną z wielu rozpraw, likwidujących kwestję różnic orientacyjnych.

Gazeta Poranna w Nr. z dnia 13 stycznia 1918 r. umieściła notatkę następującej treści: « Niedawno ukazał się numer pisma p. t. *Naród a państwo*, wydawanego przez znanego współpracownika *Godziny* i *Gońca*, Władysława Studnickiego. Jak niewybrednym w dobieraniu środków polemicznych jest Studnicki, świadczy jego apel, domagający się śledztwa przeciw ministrowi Stanisławskiemu za jego mowę do legionistów w Szczypiornie. Stare nałogi nie opuszczają współpracownika *Gońca* i *Godziny*, oraz autora osławionych delatorskich memorjałów. Leez przyjdzie czas dokładnych porachunków z delatorem. »

Studnicki zaskarżył ówczesnego redaktora *Gazety Porannej*, dr. Przemysława Mączewskiego, do sądu okręgowego o potwarz i zniewagę w druku, przytaczając, iż dopuszczono się kłamliwie najcięższej zniewagi, jaką można dotknąć polaka.

Sąd okręgowy, po wysłuchaniu świadków stron obu i po rozpoznaniu dokumentów, mieszczących odpisy, składanych przez Studnickiego władzom okupacyjnym niemieckim, memorjałów, uznał, że S. istotnie okazał działalność delatorską, że *Gazeta Poranna* wydrukowała okoliczności prawdziwe i red. Mączewskiego z zarzutu potwarzy i zniewagi uniewinnił.

Studnicki w obszarnej skardze apelacyjnej żądał ponownego zbadania świadka, Nawratilowej, i nowych świadków.

Sąd apelacyjny w Warszawie na ponownej rozprawie wysłuchał zeznań świadków: Nawratilowej, b. redaktora *Gońca*, Makowieckiego, i b. sekretarza Studnickiego, Kurzenieckiego poczem udzielił głosu oskarżycielowi Studnickiemu i obrońcom.

Sąd II instancji ogłosił wyrok, którego mocą apelację Studnickiego pozostawił bez skutku i wyrok sądu okręgowego, uniewinniający redaktora M. zatwierdził.

CZESKA UCZCIWOŚĆ POLITYCZNA

Kurjer Warszawski zamieszcza ciekawy artykuł telegraficzny, charakteryzujący niegodziwość czeskie i piętnujący przewrotność polityki czeskiej w stosunku do nas, polaków, tymczasem...

« W ostatniej swej mowie w zgromadzeniu narodowym szeroko rozwodził się minister spraw zagranicznych, Benesz, o « metodach politycznych polskich », których podstawą jest « oszczerstwo, fałsz i wymuszanie ». Wygłosił tę mowę z powodu straszliwego pogromu, który, z okazji projektu zaprowadzenia komisji administracyjnych w sześciu gminach zagłębia, urządzili czesi na bezbronnej ludności polskiej. Pogromu, którego skutki trwają dotąd. Wówczas minister czeski « stwierdził », że wszystkie te gwałty i barbarzyństwa popełnili polacy, że więc polacy to zamordowali trzech ludzi, pokaleczyli ludzi kilkadziesiąt i wypędzili z własnych mieszkań i pozbawili pracy kilka tysięcy polaków w zagłębiu! Nie zdziwiła nas ta mowa wówczas zbyt, była tylko bowiem nową zwrotką tej samej zawsze czeskiej piosenki.

« Świeżo zapadł w Cieszynie wyrok w głośnej, przed kilku miesiącami, sprawie zamordowania w Dzieńmorowicach, w karczmie Niebroja, osławionego nauczyciela czeskiego, Majwald. Niemiecki senat w Cieszynie skazał, jako winnego tego morderstwa, na trzyletnie ciężkie więzienie czecha, Szymeczka, a uwolnił oskarżonego także polaka, Zarębę. Sprawa miała się tak: We czwartek, dnia 4-go grudnia 1919 roku, grupa polskich górników weszła do osławionej knajpy pijackiej czeskiego wójta Dzieńmorowice, Niebroja, i za piwo zapłacić chciała niestempowanymi pieniędzmi; wtedy Niebrój zaczął się z górnikami kłócić i szarpać. Do bójkę wtrącił się dobrze już podpity nauczyciel, Majwald, i podczas szamotania w ciemnościach, bo światło zgaszono, ktoś, a jak dziś już stwierdzono, czech, Szymeczek, pchnął śmiertelnie Majwald nożem.

« Już tej samej nocy napadli czesi i zbili do utraty przytomności górnika Janiurka, zupełnie niewinnie wplatanego.

« Cała prasa czeska wszczęła straszliwe larum z powodu « mordu politycznego », jakiego dokonali polacy na męczenniku sprawy czeskiej, bohaterze Majwaldzie! Na wiecach w Orłowej, Kąrwini i t. d. czesi wzywali rząd czeski, aby, w przeciągu ośmiu dni, zajął zbrojnie Dzieńmorowice i Lutynię polską i niemiecką, aby zażądał od rządu polskiego satysfakcji, a od komisariatu w Ostrawie, aby nie odważył się wypuścić na wolność ani jednego aresztowanego polaka.

« A tymczasem rozpoczął się w Zagłębiu « czeski odwet », « bo lud czeski sam sobie wymierzy samosąd ». Rozpoczął się systematyczny czeski pogrom. Pobito do krwi kilkadziesiąt ludzi, a w ich liczbie prof. Haydukiewicza i prof. Feliksa z żoną, która znajdowała się wówczas w stanie poważnym.

« Skorzystał też ze sposobności naradni wyborów ostrawski i sztucznie podniecał wzburzenie, chcąc już wówczas osiągnąć to, co mu się dopiero teraz w marcu udało, t. j. wyrzucić z zagłębia całą inteligencję polską i przywódców. Tak samo, jak przed dwoma tygodniami, rozbijali już z tej okazji czesi głowy polskie i zebrania i przedstawienia. Rząd czeski słał do Warszawy noty, a rząd polski usprawiedliwiał się przed czeskim! Przedstawiciel polski w Pradze zjawił się dnia 14 grudnia 1919 roku, jak tryumfalnie doniosło czeskie biuro prasowe, w ministerjum spraw zagranicznych i oświadczył, że rząd polski, na-

tychmiast po otrzymaniu wiadomości o wypadku, samorzutnie zarządził najsurowsze śledztwo, o którego wyniku zawiadomi rząd czeski.

« Dziś sprawa ta znalazła swój epilog. Najsurowsze śledztwo, przeprowadzone przez neutralnych Niemców i proces wykazały najzupełniejszą bezpodstawność oszczerstw czeskich. Czecha Majwaldta zamordował Szymeczek, Czech, o czem wiadomo, czego jednak przed zakończeniem urzędowego śledztwa i sądowego orzeczenia, ani jedno pismo polskie nie pisało. Inaczej czesi. Wiedzieli bowiem od samego początku, jak się sprawy mają ale ani na moment nie zawahali się aby perfidję rzucić na całą Polskę, oszczerstwo i stek obelg, wzbudzić tumany kurżu, które przysłonić miały prawdę, a pozwolić im załatwić swe zbrodnicze, polityczne zamiary, których ostatecznym celem zdobycie Cieszyńskiego dla siebie. Obecnie rząd polski, który aż nadto skwapliwie « usprawiedliwiał się » — powinien zażądać zadośćuczynienia za oszczerstwo i insynuacje czeskie, rozgłoszone przez prasę czeską i mowy Niemców na zgromadzeniu narodowym po całej Europie.

Raz należy zdemaskować nareszcie przed uczciwymi ludźmi metody polityczne czeskie i mężów stanu, którzy się niemi zbrodniczo posługują. »

Legja Kobiet

Legja kobiet polskich, zapoczątkowana tak chwalebnie przy obronie Lwowa, przetrwała, stanie się regularną formacją... Zaciąg znów otworzono. Oto co w tej mierze ogłasza « Kurjer Poranny », organ półoficjalny warszawskiego Belwederu a więc p. Naczelnika Państwa i woźdza naczelnego :

Próba użycia kobiety do służby wartowniczej we Lwowie i Wilnie wydała niezwykle dobre rezultaty, wykazując zwłaszcza wielką uczciwość i sumiennosc legionistek w strzeżeniu dobra państwowego.

To też, przy obecnym braku podoficerów i inteligentnych żołnierzy na froncie, ministerjum spraw wojskowych postanowiło wysłać na front cały ten wojskowy materiał męski, który będzie można zastąpić kobietami. W Warszawie, tak, jak przy innych dowództwach okręgowych generalnych, powstaje bataljon ochotniczej legji kobiet dla celów służby wartowniczej. Służba jest ochotnicza, zobowiązanie na sześć miesięcy.

Wymagane przedłożenie : metryki, świadectwa moralności, świadectwa pracy lub egzaminów, polecenia dwóch osób wiarogodnych, wreszcie pozwolenia rodziców, jeśli kandydatka nie jest pełnoletnia.

Zgłaszać się można od d. 15 b. m. w koszarach Ochotniczej Legji Kobiet, na ul. Agrykola nr. 86.

TURBACJE PANA PREZESA

Jedno z czasopism wielkopolskich w następujący sposób charakteryzuje kłopoty pana Prezesa :

P. prezes ministrów, wychodząc z gmachu, w którym ma swą siedzibę, przestąpił próg lewą nogą. Zobaczył to przechodzący członek « skondensowanej prawicy » i, w godzinę później, wiedziała o tem i zatrzęsa się z oburzenia połowa mieszkańców stolicy.

I podniósł się okrzyk : p. prezes lekceważy zwyczaj narodowe, próg przestępuje się zawsze prawą nogą, co powie na to ententa, jakież powikłania dyplomatyczne mogą z tego wyniknąć.

W 2 godziny później, zjawiała się u premiera deputacja « skondensowanej prawicy » i powiadomiła go o oburzeniu i woli ludu.

Dnia następnego uważał już p. prezes, by przekroczyć próg prawą nogą. Zobaczył to przechodzący członek « rozwichrzonej lewicy » i, w go-

dzinę później, wiedziała o tem i zatrzęsa się z oburzenia druga połowa mieszkańców miasta.

I podniósł się okrzyk : p. minister zdradził lud pracujący, przeszedł do obozu prawicy, my, robotnicy polscy ze wszystkich części świata, protestujemy i wyrażamy p. ministrowi naszą pogardę.

W 2 godziny później, zjawiała się u premiera deputacja « rozwichrzonej lewicy » i powiadomiła go o oburzeniu i woli ludu.

Przez 3 dni p. prezes ministrów nie wychodził z domu a wychodząc dnia czwartego przekroczył próg Zamku równocześnie obydwoma nogami.

W 2 godziny później, zjawiała się u niego deputacja « niezależnej opinji » i w dłuższym przemówieniu wyraziła zapatrywanie, że przeszkakanie progu jest cokolwiek śmieszne.

Od tej pory p. prezes nie wychodzi z domu, jest apatyczny, mało zajmuje się sprawami urzędowymi i niechętnie rozmawia.

Podobno jednak jednemu z bliskich znajomych, zapytany o powód zmiany w postępowaniu, miał odpowiedzieć :

« Chciałem pracować nad odbudowaniem i dla dobra Ojczyzny, przyszedłem jednak do przekonania, że potrafię coś zdziałać dopiero wówczas, gdy będę chodził na rękach a nie na nogach, a tego chyba już się nie nauczę »

I boli mnie bardzo ten brak zdolności, gdyż tak gorąco pragnąłem przysłużyć się naszej kochanej Ojczyźnie. »

Giełda Warszawska podaje ostatnio następujący kurs pieniędzy :

Ruble carskie w pięćsetkach.	205 » — 209 »
Ruble w setkach.	200 » — 207 »
Ruble dumskie w tysiącach.	50 » — 52 »
Franki francuskie.	12 — 12 05
» szwajcarskie.	30 » — 30 15
Funtj angielskie	700 » — 701 »
Dolary amerykańskie.	161 » — 163 »
Leje rumuńskie.	2 50
Marki niemieckie.	271 » — 272 »

— W sprawie sprowadzenia rodzin do Francji.

Wielu Rodaków zasypuje nas zapytaniami w sprawie sprowadzenia rodzin do Francji.

Odpowiadamy osobom zainteresowanym, że sprowadzenie rodzin do Francji jest możliwe. Należy przede wszystkim, aby osoby, wybierające się do Francji, uzyskały paszporty polskie zagraniczne w Polsce, od swych najbliższych władz. Paszporty takie winny zaopatrzyć w wizę Konsulatu Francuskiego w Warszawie na wjazd do Francji. Konsulat Francuski w Warszawie wiz takich nie odmawia, o ile ma pewność, że osoby, jadące do Francji, będą miały tam zapewnione utrzymanie i będą mogły zająć się godziwą pracą. A więc pożądanym jest, by pracownicy-polacy, którzy tu, we Francji, przebywają, przesłali rodzinom swoim zaświadczenia gminnych władz francuskich, że mieszkają w tej i tej gminie czy mieście, że mają pracę i że władze francuskie gminne nie widzą przeszkód w sprowadzeniu rodziny danego pracownika. Zaświadczenia takie można uzyskać albo od Mera danej gminy wprost lub za pośrednictwem odnośnego chlebodawcy. O ile z takim zaświadczeniem stawi się w Konsulacie Francuskim rodzina, wizę paszportową uzyska natychmiast. Zwracamy uwagę, że władze francuskie zasadniczo żadnych utrudnień nie czynią, muszą jednak, wobec powojennej biedy powszechnej, unikać napływu do Francji ludzi, nie mających zapewnionego bytu a więc ludzi stających się ciężarem społeczeństwa.

Niektórzy znów Rodacy sami chcą jechać do Polski po rodziny swe. I taka kombinacja jest możliwa, ostrzegamy ich jednak, aby, wyjeżdżając, zaopatrzyli się w dokumenty francuskie, zaświadczające zgóry, że mają pracę, że wyjeżdżają na urlop i zasługują na poparcie ze strony Konsulatu Francuskiego w Warszawie, jako ludzie wzorowego prowadzenia się. Takie dokumenty są potrzebne, bo bez nich może niejeden w Polsce mieć trudności bardzo wielkie, przy wyjednywaniu wizy.

Konsulatów Francuskich w Krakowie, Poznaniu, Lwowie, Wilnie, nie ma podotąd jeszcze.

Administracja i księgarnia POLONII otwarte są codziennie, za wyjątkiem niedziel i świąt, od godziny 2 do 6 po południu.

NEKROLOGJA

† W Wiedniu zmarł Kazimierz Chłędowski, były minister Galicji w czasach austriackich, bardzo wybitny pisarz polski, twórca « Sienny », « Dworu w Ferrarze », « Rzymu » i wielu innych prac estetyczno-historycznych.

KRONIKA

◊ **Walne Zebranie Towarzystwa Artystów Polskich.**

Otrzymujemy następujące zawiadomienie :

« Zwołane przez Komisję do tymczasowego załatwienia spraw Towarzystwa Artystów Polskich w Paryżu (w osobach Kolegów : Ludwika Lewandowskiego, Karola Mondrała, Maksymiljana Tkaczewskiego i Józefa Wielhorskiego) na dzień 11 kwietnia rb., do atelier Colarossi, 16 rue de la Grande Chaumiere, Walne Zebranie, udzieliwszy absolutorjum tejże Komisji, postanowiło zwołać następne Walne zebranie, na którym postawiony będzie wniosek o rozwiązaniu Towarzystwa, i wybrało Komisję Wykonawczą, do której powołano podpisanych.

« W niedzielę, dnia 18 bm., o godzinie 2 po południu, w tymże atelier Colarossi, odbędzie się Walne Zebranie z następującym porządkiem dziennym : I. Zagajenie zebrania, 2. Wniosek o likwidacji Towarzystwa, 3. Ustalenie procedury likwidacji (wrazie przyjęcia wniosku poprzedniego) lub też Wybory do Zarządu i Komisji Rewizyjnej (wrazie odrzucenia wniosku o rozwiązaniu), 4. Zamknięcie zebrania.

« Wobec doniosłości i powagi spraw na porządku dziennym postawionych, prosimy Szanownych Kolegów o stanowcze przybycie na Walne Zebranie.

« Paryż, dnia 11 kwietnia, 1920 r. »

Komisja Wykonawcza T. A. P. w Paryżu : Ludwik Lewandowski, artysta-malarz, Antoni Szklarski, architekt, Józef Wielhorski, literat.

◊ **Z ruchu wydawniczego.**

W Kurjerze Warszawskim z dnia 9 kwietnia czytamy :

Głośna, a, w swoim czasie wysoce w zaborze moskiewskim niecenzuralna, książka Wacława Gąsiorowskiego (Wiesława Selavusa) « Królóbójcy » ukazała się w przekładzie niemieckim. Tytuł niemiecki książki Gąsiorowskiego brzmi : *Die Königsmörder*. Przekład dokonała z upoważnienia autora Stefania Goldenring. Miejsce wydania przekładu Berlin. Nakład : *Gesellschaft und Erziehung G. M. B. H.*

Dzielo, za które, za czasów rosyjskich, posiadaczy osadzano w Cytadeli, ukazuje się wreszcie w przekładzie na piątą język obcy.

◊ **Reprezentacja « Tygodnika Ilustrowanego ».**

Polonia otrzymała reprezentację *Tygodnika Ilustrowanego*. Od dnia dzisiejszego począwszy, można nabywać w *Polonii* pojedyncze numery *Tygodnika Ilustrowanego*, zapisywać się na prenumeratę *Tygodnika* i składać ogłoszenia.

Reprezentacji tej podjęliśmy się jedynie w myśli zadziernięcia silniejszych węzłów między Kolonją naszą na Zachodzie Europy a krajem. Ta reprezentacja jest jednym ogniwem więcej w pasmie całego łańcucha wyteżonych przez nas usiłowań.

◊ **Towarzystwo polskie w Lallaing.**

W zasłużonej a znanej szerszemu ogółowi siedzibie górników polskich na północy Francji, w Lallaing, powstało Zjednoczenie Zawodowe Polskie. Zarząd młodej tej, powstającej na gruzach wojennych, instytucji polskiej stanowią : Szymon Hulalka, przewodniczący, Wacław Ławniczak sekretarz, Stanisław Olesiński, skarbnik. Zebrania odbywają się tymczasowo w każdą pierwszą niedzielę miesiąca. Rdzeń towarzystwa stanowi brat sokola, która znów zaczyna zwiierać się w szeregi.

KONSULAT POLSKI W STRASBURGU

dla Alzacji i Lotarygii

podaje do wiadomości, że biura jego mieszczą się tymczasowo w Hotelu Union, quai Kellermann, w Strasburgu, i otwarte są dla publiczności od godziny 10 do 12 w południe. Adres dla listów i przesyłek: « *Consulat de Pologne à Strasbourg* ». Adres telegraficzny: « *Polconsul Strasbourg* ».

HENRYK HUT

FUTRA wielki wybór wyrobów Kuśnierskich
66, Rue de Provence, PARIS. — Tél.: Trudaine 61-91

Porady prawne, sprawy przed trybunałami: handlowym, pokoju i prud'hommes, etc. przez Adwokata. Zgłaszać się w godz. od 10-ej do 11-ej rano, 3 bis, rue Emile-Allez.

POTRZEBNA

natychmiast służąca do wszystkiego, Polka. Zgłaszać się do p. Darkiewicza, 12, rue de la Victoire.

Tłumaczenia, poprawianie błędów, korespondencja, przepisywanie na maszynie. Lekcje polskiego i francuskiego, 3 bis, rue Emile-Allez.

Compagnie Générale Transatlantique PARIS — 6, RUE AUBER

LINJA POCZTOWA Z HAVRU DO NOWEGO-YORKU

Szybkie parostatki

dla podróżujących Iej,
IIej i IIIej klasy.

Wyjazd z Havru co sobota.

Pociągi specjalne z Paryża do Havru

Bliższych informacji udziela Biuro

6, Rue Auber, PARIS

BANQUE FRANÇAISE

pour le COMMERCE et l'INDUSTRIE
Capital 60 Millions — 17, RUE SCRIBE - PARIS

PRINCIPALES OPÉRATIONS

Dépôts de Fonds avec intérêt — Compte de chèques — Garde Titres — Lettres de Crédit — Vente et achat de monnaies — Change — Délivrance de chèques sur tous pays — Location de coffres-forts.

FOURRURES — PELLETERIES

E. ROSNER & C^{ie}

48, rue du Colisée, PARIS (8^e)

Tél.: Elysée 21-46

WAZNIEJSZE INSTYTUCJE POLSKIE W PARYŻU

Legacja Polska (ambasada), 11 bis, avenue Kléber
Telefon: Passy 13-68.

Polska Misja Wojskowa zakupów, 15, avenue d'Iéna.
Telef. Passy 68-38; 68-39; 67-76; 68-34.

Polski Konsulat Generalny, 5, rue Godot-de-Mauroy,
Telef. Louvre 11-86. Paszporty wydaje od 9-12 i od 2-5.

Attaché wojskowy przy Legacji polskiej, 4, rue de Chanaleilles. Telef. Saxe 76-76.

Biuro Repatrjacji, 4, rue de Chanaleilles.

Kościół Polski, 263 bis, rue Saint-Honoré.

Biblioteka Polska, 6, quai d'Orléans. Otwarta od do 4 pp.

Opieka Polska (dobroczytność), 6, quai d'Orléans,
od 1 do 4 pp.

Księgarnia Polska « POLONIA », 3 bis, rue La Bruyère, od 2 do 5 pp. Telefon: Trudaine 61-42.

BANK ZWIĄZKU SPÓŁEK ZAROBKOWYCH w Poznaniu

KAPITAŁ ZAKŁADOWY 60 MILJONÓW MAREK

Oddziały: w Warszawie (1 ulica Jasna); w Gdańsku, Toruniu, Krakowie, Lublinie, Piotrkowie i Radomiu.

Załatwia na najkorzystniejszych warunkach wypłaty w całej Polsce wzmian za franki, wpłacone na jego rachunek w **BANQUE FRANÇAISE, 17, RUE SCRIBE, W PARYŻU.**

Przekazy do 1000 Fr. bez potrzeby zezwolenia « *Commission des Changes* ».

Bliższych informacji udziela Administracja « POLONIA », 3 bis, rue La Bruyère
pomiędzy 4 — 5 pp.

TYGODNIK ILLUSTROWANY

sprzedaż pojedynczych numerów TYGODNIKA,
przyjmowanie prenumeraty na TYGODNIK
i ogłoszeń do TYGODNIKA
w Księgarni POLONII,
3 bis, rue La Bruyère. Paris.

Zjednoczeniu Zawodowemu Polskiemu w Lalaing zasyłamy najlepsze życzenia.

◊ Na uczczenie pamięci Antoniego Szawkłisa.

P. Marcei Krajewski, Nestor artystów-malarzy naszych, nadsyła nam następujące pismo:

« Nie będąc w możności zdążenia na czas złożenia wieńca na trumnie ś. p. Antoniego Szawkłisa, — w uczuciu uznania i czci a w celu uczczenia pamięci tegoż, załączam trzydzieści franków na Zakład św. Kazimierza w Paryżu. »

Ofiarę dostojnego artysty przesyłamy Zakładowi Św. Kazimierza.

◊ Dla Polaków w Anglii, Hiszpanji, Szwajcarii i Ameryce.

Zwracamy uwagę wszystkich naszych Czytelników w Anglii, Hiszpanji Szwajcarii i Ameryce, że, o ile zakupno książek polskich, wobec kursu marki, jest niezmiernie korzystne w tej chwili dla Polaków we Francji, — dla nich, toż samo zakupno, jest wprost jedyną sposobnością zdobycia za byłe grosz doskonałych biblioteczek!...

Zważyć należy, że, przed wojną, przeciętna lepsza książka polska kosztowała od dwu do trzech rubli za tom, w złocie... a zatem kosztowała ośm franków, dziesięć pesetów, półtora dolara lub ośm szylingów... Dziś toż samo dzieło można nabyć za dwa, trzy, za cztery franki, za jedną lub dwie i pół pesety, za dziesięć centów (dwa nikle) amerykańskie, za jednego szylinga!...

Korzystajcie z jedynej sposobności. Księgarnia Polonii posiada, w tej chwili, zapas świeżo nadeszłych książek z Warszawy i nut polskich. Wybór bardzo wielki. Nowe transporty nadejdą w dalszym ciągu.

Książkę polską, nuty polskie można mieć za bezcen. Nie zwlekajcie, bo ceny dzisiejsze są raczej przypadkiem, wynikiem sztuczek giełdarskich... grą chwilową na zniżkę waluty...

◊ Jak jechać do Polski?

Pomimo kilkakrotnych objaśnień, znów cały stos listów zapytuje o toż samo.

Do Polski można jechać przez Szwajcarię, Austrię, Czecho-Słowację. Podróż taka, zwykłymi poślągami osobowymi, trwa około czterech i pół dnia. Wykupuje się we Francji najpierw bilet do Zurichu, stąd do Wiednia, z Wiednia do granicy czeskiej a stamtąd do Bogumina i nareszcie, w Boguminie, do dowolnego miejsca w Polsce. Przez Niemcy jechać nie można. Koszt podróży całej trzeba liczyć na jakieś czterysta franków (klasa druga), w trzeciej można zaoszczędzić na tem nieco franków. Trzeba mieć paszport. Paszporty wydają we Francji Konsulaty Polskie. Aby otrzymać paszport trzeba przedłożyć dokumenty osobiste, stwierdzające tożsamość osoby i przynależność do danej gminy w Polsce. Za paszport płaci się około 37 franków. Za wizy płaci się w odnośnych konsulatach cudzoziemskich krajów, przez które się przejeżdża. Kto wyjeżdża z zamiarem powrotu, winien zaopatrzyć się w zaświadczenie, że mieszka we Francji lub że tu, we Francji, ma stałe zajęcie. Ułatwi mu to w następstwie otrzymanie wizy francuskiej w Warszawie na powrót do Francji. Konsulaty polskie są w Paryżu, Lyonie, Marsylii i Strasburgu.



ANTIMITÉS & OBJETS D'ART
J. BAUER

162, Boulevard Haussmann, PARIS - Tél. Elysée 07-71

Kupuje i płaci drogo meble starożytne, brzozy, makaty.

FUTRA — WYROBY FUTRZANE

REPARACJE — PRZERÓBKI

S. BESTER

43, rue d'Hauteville — PARIS

L. FROCHMANN KRAWIEC MEZKI
20, B¹ Montmartre, 20, Paris
Téléph. Louvre 26-79

BIENENFELD JACQUES

KUPOJE: Perły, Drogie Kamienie,
Bizuterje okazyjne.

PARYŻ, 62, rue Lafayette, 62

Téléph.: CENTRAL 90-10

PHOTOGRAPHIE d'ART et de SPORT

PAUL DEMÉZY

9, avenue de la Grande-Armée
PARIS (place de l'Etoile)

Założyciel i Właściciel B. BRZESKI

Fotografie artystyczne i paszportowe

LE GÉRANT: P. NEVEU

PARIS. — IMP. LEVÉ, 71, RUE DE RENNES.